

La crise des subprimes

Les subprimes correspondent à des crédits à haut risque. Ils sont associés à une hypothèque rechargeable sur le modèle américain. L'hypothèque rechargeable est basée sur la valeur de la maison et non sur la valeur du prêt initial. Ces crédits sont accordés grâce à leur titrisation c'est-à-dire que des sociétés intermédiaires émettent des titres à forte rémunération pour compenser leur mauvaise qualité. Il y a une mutualisation de la prise de risque : tous les investisseurs en prennent une partie. Ces crédits sont basés sur des taux variables indexés sur le taux directeur de la FED (banque centrale des États Unis). Les premières années, les remboursements sont faibles. Au bout de deux à trois ans, les taux deviennent variables. Ce sont des courtiers qui mettent en relation les ménages, voulant acheter une maison, et les établissements financiers. Ces prêts ont été octroyés à des ménages présentant de faibles garanties (faibles revenus, faible capacité de remboursement, difficultés financières dans le passé). En 2006, les crédits subprimes représentaient 40% des nouveaux crédits hypothécaires aux États-Unis.

I. Les origines de la crise

La crise provient de plusieurs éléments. Tout d'abord, l'absence de règles protégeant les emprunteurs a amené des abus : pour prolonger le boom de l'immobilier les banques ont accordé des crédits à des ménages de moins en moins solvables. Pour résumé, les emprunteurs ont obtenu des crédits au-dessus de leur moyen. Ils ne réalisaient pas les conditions réelles du crédit. Ils voulaient atteindre leur rêve : devenir à tout prix propriétaires. En plus, les maisons sont considérées comme de véritable tirelire aux États Unis, car leur valeur permet aux propriétaires d'obtenir d'autres crédits consommation grâce à l'hypothèque rechargeable. De même, le taux directeur de la FED est passé de 1% en 2004 à 5,25% en 2006, afin de maîtriser l'inflation. Du coup les ménages américains se sont retrouvés dans une situation financière difficile puisqu'ils ne pouvaient plus faire face aux remboursements des échéances. De plus, les agences de notation ont une part de responsabilité dans la mesure où elles ont donné de bonnes notes aux titres issus des crédits subprimes. Ainsi, les investisseurs n'ont pas eu conscience des risques qu'ils prenaient.

II. La crise

En 2007, les défauts de paiement des crédits subprimes dépassaient 15% contre 5% pour le crédit hypothécaire ordinaire. Devant la multiplication des défauts de paiement, les créanciers ont dû saisir les biens hypothéqués pour payer les intérêts des titres ainsi que leur valeur nominale. Ainsi, plus de 50 000 saisies ont été effectuées en Californie. Cet afflux massif de maisons saisies a aggravé la chute des prix de l'immobilier. En quelques mois, les prix de l'immobilier ont chuté de moitié en Californie. Les établissements de crédits n'ont pas pu récupérer la totalité des fonds puisque les maisons ont perdu de leur valeur. Une vingtaine d'établissements ont fait faillite en quelques mois. La titrisation a accentué la panique car les investisseurs n'ont pas su faire la différence entre les bons titres et les mauvais titres. L'absence d'alerte sur la dégradation des cotations des obligations et la méconnaissance du risque réel pris par les investisseurs ont participé à l'effet de domino de la crise. Les investisseurs ont voulu se débarrasser de ces titres accentuant l'effondrement de leur cotation. Les indices boursiers ont été entraînés et la perte de confiance s'est répandue à l'ensemble du marché financier. Du coup, les banques elles-mêmes sont devenues méfiantes et prudentes. Devant la menace d'un ralentissement économique et les incertitudes sur leurs engagements, les banques à capacité de financement sur le marché interbancaire se sont méfiées des banques à besoin de financement. Cela a provoqué une augmentation des taux interbancaires. Les banques ont donc durci leur position pour sécuriser leurs fonds propres et limiter leurs pertes. Des banques ont même arrêté de prêter de l'argent sur le marché interbancaire car elles n'avaient pas l'assurance de retrouver les fonds prêtés.

III. Les interventions

Aux États Unis, Les établissements financiers cherchent des solutions pour limiter les nouvelles vagues de défaillances car les derniers crédits subprimes ont été octroyés début 2007. Donc leurs taux vont devenir variables en 2009. Les établissements contactent les emprunteurs afin de revoir un étalonnage des emprunts avant que le crédit arrive dans sa phase variable.

Les banques centrales ont mis en avant leur rôle de prêteur en dernier recours. La Banque Centrale Européenne, la FED et la Banque Centrale du Japon ont prêté des liquidités à très court terme aux banques à besoin de financement pour pallier les défaillances du marché interbancaire et permettre ainsi leur survie. Par exemple, la Banque Centrale Européenne a injecté sur 24h le 9 août 2007, 95 milliards d'euros à un taux de 4%. Puis le 10 août ces prêts ont été remboursés, et la BCE a injecté à nouveau 62 milliards dans les mêmes conditions. Au final, la BCE a prêté sur de courtes durées près de 211 milliards d'euros. La Banque Centrale d'Angleterre a aussi aidé la Northern Rock à sortir de sa situation critique : la Northern Rock ne pouvait plus faire face aux retraits de ses clients et elle n'arrivait pas à se financer normalement sur le marché interbancaire. La FED a choisi également de baisser de 50 points

son taux directeur le 18 septembre 2007 afin de limiter le risque d'une récession.

La crise a démontré la vulnérabilité des marchés financiers et l'interdépendance accrue des économies mondiales. Le coût de celle-ci est estimé entre 400 et 500 milliards de dollar. Elle a impacté les résultats des banques. Ainsi, la crise a coûté 1 milliard d'euros à la BNP Paribas, 2 milliards d'euros à la Société Générale et 3 milliards d'euro au Crédit Agricole.

R. DELAPORTE, F. LECOCQ, L. MABIRE, Apprentis en BTS Banque au CFA éducation nationale lycée Jean GUEHENNO de Flers (61)